

# Progrès écologique, progrès social et territoires

**E**n cette fin 2018, la France est très durement secouée par un mouvement social d'une puissance politique et d'une violence comme il y en a eu peu depuis 1961 (et la guerre d'Algérie), les grèves de 1947 et les événements de 68. Et cette crise s'est ouverte autour de l'imposition de nouvelles taxes, dont certaines portaient sur le gasoil, présentées comme favorables à la transition écologique (mais dont le produit n'était même pas fléchée vers la transition écologique!).

Le dossier de ce numéro de *Préventique* est précisément centré sur ce lien nécessaire entre politique sociale, politique environnementale et politique économique, menées localement, sur les territoires.

## Tirons les leçons de la séquence des événements.

**Les raisons de cette crise sociale ne sont pas écologiques:** elle vient d'années d'abandon de secteurs entiers du territoire et de secteurs importants de la population. La hausse des taxes sur le gasoil, telle que prévue au départ du mouvement abandonnée depuis, aurait eu un effet profondément injuste: elle pénalisait principalement les ruraux et habitants des petites villes, beaucoup plus dépendants de leur voiture et donc du gasoil, que les gens des villes où l'aménagement urbain rend beaucoup moins dépendant de la voiture.

Sur les territoires ruraux ou des petites villes, de nombreux aménagements, services collectifs, ont été systématiquement retirés (suppression petites lignes de chemin de fer, voire de car, suppression des petits hôpitaux, tribunaux, écoles, centres administratifs, disparition des petits commerces...).

**Sans accompagnement social** (mesures de compensation diverses), **ni politique territoriale** spécifique (pour faciliter la mobilité), sans réflexion d'ensemble sur la transformation écologique, avec toutes ses dimensions, une politique «écologique» réduite à une hausse de taxe est un exemple d'écologie punitive. Et le social et l'environnemental se vengent rapidement!

Et il est important de maintenir que, à côté de ces questions sociales et territoriales, **l'une des priorités stratégiques reste le climat et la**

**transition écologique**, à condition qu'elle soit fortement articulée à une politique sociale et économique adéquat.

## Oublier la politique environnementale au prétexte qu'elle heurterait des intérêts sociaux, est grave!

Ces questions environnementales sont aussi et d'abord des questions sociales, car ce sont les pauvres qui souffrent le plus des catastrophes climatiques, des pollutions et autres nuisances alimentaires aux effets délétères sur la santé, ce sont les paysans et ouvriers agricoles qui respirent en premier le glyphosate... La nature se vengera et avec elle la société (les classes populaires mais aussi classes moyennes), si nous n'y accordons pas d'intérêt!

«Ce n'est pas la même échelle de temps», dit-on! Mais aucune politique ne se mène sans articuler des échelles de temps! Opposer les unes aux autres, et ce seront toutes les colères qui gonfleront ensemble et s'exprimeront dans les mêmes rues! On ne fera pas de social en oubliant les conditions de vie et donc l'environnemental.

«Les premiers de cordée tirent l'ensemble! Privilégions les marchés financiers, ils assureront le social! (voire l'environnemental!)», dit-on. Les événements de fin 2018 montrent que là aussi, le social et la nature se vengent rapidement.

Le progrès est un tout. Il faut subordonner économique, social, et environnemental à leur résultante, à ce tout. ■

**Didier Raciné**

Rédacteur en chef



Photo Jeanne Menjoulet, via Flickr